

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 12/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GSM

Région Ouest Pays de la Loire
3 Rue du Charron
CS 80411
44800 Saint-Herblain

Références : 2023/1095

Code AIOT : 00100.14347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 de la carrière GSM, Site de la Celle Ouest, implantée lieux-dits « Les Boires, Le Pont Saint-Jean, Les Ecardeux » 37160 La Celle-Saint-Avant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été effectuée dans le cadre du suivi de l'exploitation. L'autorisation d'exploiter ayant été délivrée le 31 décembre 2021, cette première inspection avait pour but de contrôler que les aménagements préliminaires étaient réalisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- Site de la Celle Ouest, lieux-dits « Les Boires, Le Pont Saint-Jean, Les Ecardeux », 37160 La Celle-Saint-Avant
- Code AIOT : 00100.14347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière de sables et graviers alluvionnaire d'une surface de 24 ha 99a 22ca, est située à l'Ouest de la commune de la Celle-Saint-Avant. Elle est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° SAIPP/BE/n° 21098 du 31/12/2021.

Cet arrêté a fait l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans le 10 mai 2022, un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation déposé par l'exploitant est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi exploitation (mise en service)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 1.3	/	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 2.1.4.1.2	/	Sans objet
3	Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 2.1.4.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classée n'a pas constaté d'aménagement ni de travaux sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Aménagements du site
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : L'exploitation n'ayant pas commencé l'exploitation, cette prescription n'est pas vérifiable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 2.1.4.1.2
Thème(s) : Autre, Bornage périmètre de l'autorisation
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;• le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'exploitation n'ayant pas commencé l'exploitation, cette prescription n'est pas vérifiable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 2.1.4.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Notification au Préfet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières.
Constats : L'exploitation n'ayant pas commencé l'exploitation, aucun aménagement préliminaire n'a été effectué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet